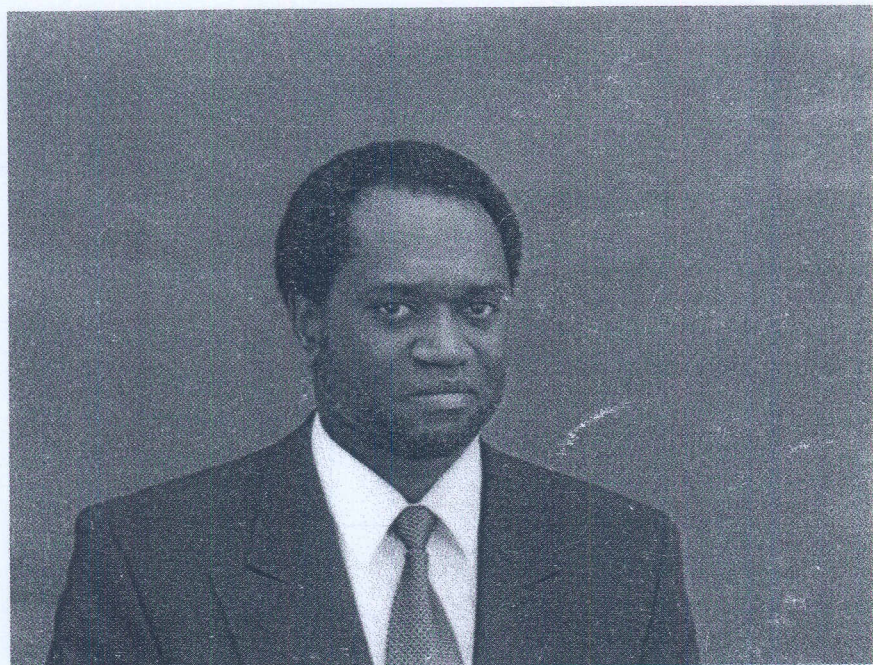


REPUBLIQUE DU BURUNDI

PARTI SAHWANYA - FRODEBU
SECRETARIAT - GENERAL

B.P. 62 - TEL. 22.0768



*S.E. MELCHIOR NDADAYE.
PREMIER PRESIDENT DEMOCRATIQUEMENT ELU.
ASSASSINE LE 21 OCTOBRE 1993.*

LA CRISE D'OCTOBRE 1993
OU
L'ABOUTISSEMENT TRAGIQUE
DU REFUS DE LA DEMOCRATIE
AU BURUNDI

EDITIONS
SAHWANYA - FRODEBU

DECEMBRE 1994

TABLE DES MATIERES

	<u>PAGES</u>
PREFACE.....	5
INTRODUCTION	7
1ERE PARTIE : PLAIDOIER DU PARTI SAHWANYA-FRODEBU POUR L'EDIFICATION D'UN VERITABLE ETAT DE DROIT AU BURUNDI	
I. Le film des événements.....	11
I.1. Un conseil des ministres comme les autres.....	11
I.2. Le déclenchement du putsch et la chasse à l'homme	14
I.3. Le calvaire du couple présidentiel	15
I.4. Le supplice des familles des responsables politiques.....	17
I.5. Une armée rebelle ou des éléments de l'armée en rébellion.....	21
II. LES RAISONS DE L'INTERRUPTION DE LA DEMOCRATIE..	32
II.1. Persistance d'un fait politico-ethnique.....	32
II.2. Le FRODEBU face à un mur ethniste.....	44
II.3. Conclusion.....	73
III. UNE CRISE AUX CONSEQUENCES MULTIPLES.....	75
III.1. Une grave crise humanitaire.....	75
III.2. Une déstabilisation politique sans précédent..	79
III.3. Des conséquences sociales aux dimensions incommensurables.....	90
III.4. Une morosité économique aggravée par la crise.....	93
IV. SORTIR DE LA CRISE : CONSTRUIRE UN ETAT VERITABLE DE DROIT DEMOCRATIQUEMENT GERE.....	97
IV.1. Les principes moteurs.....	98
IV.2. Pour une démocratie qui libère et rassure tout le monde.....	100
IV.3. Sévir contre l'impunité.....	115
IV.4. Promotion des libertés et des droits de l'homme.....	117
IV.5. Protection des minorités.....	118
IV.6. Politique nationale de défense et de sécurité	119

IV.7. Démocratisation et éducation-formation.....	120
V. A LA MEMOIRE DES HEROS DE LA DEMOCRATIE.....	122
2EME PARTIE : FAITS ET TEMOIGNAGES	125
I. SYNTHESE.....	126
I.1. Une mort totale et définitive.....	126
I.2. Quelques signes précurseurs du putsch.....	128
I.3. Provocations directes.....	129
I.4. Un génocide planifié	130
I.5. Estimation des victimes	131
I.6. Conclusion	131
II. POUR COMPRENDRE LE DRAME.....	132
II.1. Historique.....	132
II.2. Les faits.....	133
II.3. Bilan provisoire.....	135
III. FAITS ET TEMOIGNAGES DANS LES DIFFERENTES PROVINCES	136
III.1. Province de Bubanza.....	136
III.2. Province de Bujumbura rural.....	141
III.3. Province de Bujumbura mairie.....	150
III.4. Province de Bururi.....	155
III.5. Province de Cankuzo.....	164
III.6. Province de Cibitoke.....	169
III.7. Province de Gitega.....	169
III.8. Province de Karusi.....	188
III.9. Province de Kayanza.....	201
III.10. Province de Kirundo.....	209
III.11. Province de Makamba.....	217
III.12. Province de Muramvya.....	217
III.13. Province de Muyinga.....	229
III.14. Province de Ngozi.....	234
III.15. Province de Rutana.....	260
III.16. Province de Ruyigi	263
IV. CONCLUSION	277
3EME PARTIE : ANNEXES	278
Introduction : on n'offense que ceux qu'on méprise.....	279
I. PARTI FRODEBU	
I.1. Vingt-quatre "sages" Burundais brouillent les cartes de l'Unité Nationale.....	282
I.2. A propos des événements déclenchés au Burundi dans la nuit du 23-24.11.1991.....	290
I.3. Du parti unique au multipartisme, les questions à l'ordre du jour.....	293

I.4. Discours d'ouverture de l'Assemblée constitutive du FRODEBU.....	299
I.5. Discours de clôture de l'Assemblée constitutive du FRODEBU.....	305
I.6. Lettre du Président du FRODEBU au Ministre de l'Intérieur et du Développement des Collectivités Locales.....	308
I.7. Vers la résolution du problème de l'Unité Nationale au Burundi. Analyse et Propositions concrètes.....	314
I.8. Réflexions d'un militant tutsi du FRODEBU à propos d'une probable "nouvelle" flambée de violences interethniques au Burundi.....	321
I.9. Déclaration du Parti SAHWANYA-FRODEBU sur les accusations de l'UPRONA.....	330
I.10. Nul ne peut nous arracher notre Victoire...	335
 II. AUTRES PARTIS POLITIQUES	
II.1. Partis politiques d'opposition (1992), Mémoire du 20.10.1992	339
II.2. Parti INKINZO, Autospie des élections présidentielles de juin 1993.....	343
 III. CITOYENS, GROUPES DE CITOYENS, ORGANISMES	
III.1. Ernest BARANSHIKIYE, Damien HAMENYIMANA, Note à l'attention de Mr. le Directeur Général de l'ONATEL.....	357
III.2. N.A., "A mon frère le Président de la République".....	361
III.3. Chrétiens de Giheta, "Le comportement des Frères Bene-Yozefu".....	363
III.4. Amnesty International, "La communauté internationale se doit d'agir".....	367
III.5. Habitants de la Commune Kanyosha "A propos du désarmement de la population".....	372
 IV. DOCUMENTS ANONYMES	
IV.1. "Méfiez-vous des pièges".....	378
✓ IV.2. Message du Front des partiotés.....	383
IV.3. "Tu es un puanteur".....	385
IV.4. Lettre ouverte à Monsieur NTIBANTUNGANYA..	387
IV.5. "Qui est en train de Saper l'UPRONA ?"....	389
IV.6. "Baïllonnement, Tract et Ethnisme" (Noël 1990).....	391
IV.7. "Tu es un envoyé de satan".....	396
IV.8. "Le grand leader des tribalistes".....	403
IV.9. Le prêtre qui s'interroge (sur l'attitude de Mgr Bernard BUDUDIRA).....	406

PREFACE

Le Collectif des Partis d'opposition a publié en décembre 1993 un document de 120 pages intitulé *Le génocide d'octobre 1993*. Selon les auteurs de ce livre blanc, «ce document a l'ambition d'éviter qu'une fois encore les protagonistes dans la présente tragédie ne soient pas les seuls à donner la version des faits pour reproduire les mêmes interprétations et les mêmes clichés du passé»¹. A côté de ce motif somme toute noble le Collectif des Partis d'opposition poursuit un but pour le moins trouble : prouver que «l'appareil politico-administratif du parti au pouvoir, le FRODEBU, est complètement impliqué dans le génocide d'octobre 1993». Troisième raison de la publication de cet ouvrage : «Comme une commission internationale neutre d'enquête a été demandée par les forces politiques, sociales et morales du pays, ce document veut fixer les données d'enquêtes préliminaires qui ont été menées sur le génocide en vue de ne pas perdre les repaires qui seront nécessaires aux enquêtes ultérieures plus complètes». Enfin le document se termine par un appel à la lutte: «Il faut agir vite car le FRODEBU s'agit de toutes parts pour perpétrer un coup d'Etat constitutionnel, liquider l'opposition et les témoins gênants, amnistier ses propres crimes et retrouver une nouvelle virginité (...). Tout patriote burundais a le devoir de résister. Tout ami du peuple burundais doit soutenir cette résistance contre l'incompétence, le mépris et la trahison de notre patrie»².

On l'aura compris, ce document ne cherche pas à montrer la vérité mais incite à poursuivre la guerre, une guerre sainte, dirait-on, contre notre parti. Nous ne sommes guère étonné de cette campagne d'intoxication et de diabolisation de notre parti, campagne entamée dès l'acceptation, du bout des lèvres, du multipartisme par le parti unique de l'époque, l'UPRONA.

Une campagne qui tentait de nous barrer la route, qui a abouti au putsch du 21 octobre 1993. Elle s'est intensifiée par la suite jusqu'à accuser notre Parti SAHWANYA-FRODEBU d'avoir organisé un véritable «génocide sélectif contre les Tutsi (identifiés aux Juifs d'Afrique) et les Hutu de l'UPRONA». Avant donc que la Commission internationale d'enquête neutre ne rende public son rapport, le Collectif des Partis d'opposition a déjà tranché. La cause est entendue.

Fidèle à sa philosophie, notre parti n'entrera jamais dans cette logique de mensonge et de guerre car il estime que seule la vérité doit triompher et qu'un homme ne peut pas prétendre aller au bien en passant par le mal. Nous estimons que la falsification des faits, le maquillage des mots et le déguisement des cyniques et des bourreaux en défenseurs des droits de l'homme ne peuvent être la voie de la démocratie, puisque celle-ci se fonde sur la morale et que la morale exclut tout mensonge, fut-ce en politique.

Nous estimons donc qu'en la matière la Commission internationale d'enquête neutre et l'histoire sont nos juges. Du reste la première a déjà montré, dans son communiqué de presse du 11 février 1994, que les responsabilités dans ce drame sont partagées. En effet, dit le communiqué, «en de nombreux endroits des Hutu, parfois encadrés par leurs autorités locales, ont systématiquement tué des Tutsi et certains Hutu proches d'eux. En

1. COLLECTIF DES PARTIS D'OPPOSITION, *Le génocide d'octobre 1993* P.2.

2. Idem, p. 120 et fin du document

de nombreux endroits également, les forces armées, y compris la gendarmerie, parfois en collaboration avec des civils tutsi, ont systématiquement tué des Hutu. Ces actions des forces armées se sont présentées ici comme des représailles, là sans prétexte apparent, avec des moyens disproportionnés aux nécessités du maintien de l'ordre". Faut-il rappeler que l'armée et la gendarmerie sont composées presque à 100% de Tutsi ?

En publiant ce document notre parti ne cherche, faut-il le répéter, qu'à rétablir la vérité en versant au dossier sur le putsch d'octobre 1993 et ses conséquences des éléments nouveaux capables d'éclairer des juges impartiaux.

Nous sommes convaincu qu'on ne peut pas toujours impunément tricher avec la vérité quand les faits crèvent les yeux. Ce document dévoilera les mécanismes qui ont amené les Hutu à s'auto-défendre contre une double agression physique et politique. Il faut que le monde sache, que les générations actuelles et futures apprennent que le putsch du 21 octobre 1993 s'inscrit dans la droite ligne des génocides répétitifs et cycliques contre les Hutu, toujours dans le refus de la démocratisation de notre pays et du partage équitable du pouvoir.

Comme on s'en doute, la récolte des données et la confection de ce document se sont faites dans des conditions difficiles puisque même actuellement la chasse à l'homme, du Hutu et du militant de notre parti, se poursuit. Ce sont ces motifs et bien d'autres qui expliquent le retard mis à le publier. Nous prions nos amis de ne pas nous en tenir rigueur.

Nous tenons à féliciter et à encourager tous ceux et toutes celles qui se sont investis, de près ou de loin, dans la réalisation de cet ouvrage. Soit en fournissant des données, soit en apportant des témoignages, soit en participant directement à sa rédaction. Tous ont agi dans un esprit constructif et dans la conviction que, comme la liberté, la justice et le droit ne se partagent pas : ou ils sont partout ou ils ne sont nulle part. Commis par un Tutsi, un Twa, un Hutu, le crime reste crime encore que celui commis pour se défendre, parce qu'aucune autre voie n'était possible pour avoir la vie sauve, bénéficie de circonstances atténuantes que le crime crapuleux commis pour perpétrer une injustice et ne pas perdre ses privilèges.

Nous en profitons pour inviter les responsables du Collectif des Partis d'opposition à faire preuve de retenue, de modération et de bon sens. Car comme l'a dit un sage : "que la foule hurle passe encore. Mais que les responsables des partis politiques se fassent les solistes de la clameur et de la vindicte, voilà qui inquiète. En effet l'excès décourage toute bonne volonté". Aussi même les amis de ces responsables devraient se rappeler que si l'amitié commande le respect de l'autre, elle ne va pas jusqu'à l'acceptation de ses excès et de ses erreurs, jusqu'à se fondre en lui.

Plutôt que d'insulter l'avenir en encourageant des criminels sous le couvert de la défense de l'ordre établi, tout vrai patriote burundais et tout ami véritable du peuple burundais devrait adopter une attitude saine. A savoir : renoncer une fois, pour toutes à cette attitude de fuite et de mensonge qui installe des masques et des écrans entre le réel et la conscience collective et qui finit par ne plus voir la réalité devant l'opacité de ses préjugés et de ses sectarismes.

Fait à Bujumbura, septembre 1994

Le secrétaire général du Parti SAHWANYA-FRODEBU,
Léonce NGENDAKUMANA

INTRODUCTION

L'assassinat du premier Président de la République du Burundi démocratiquement élu, le 21 octobre 1993, a plongé le pays dans une crise politique, économique, humanitaire et sociale sans précédent dans son histoire. Il a également révélé la fragilité des bases de la jeune démocratie burundaise pourtant perçue, à juste titre, comme la seule voie capable de sortir le pays du marasme qui caractérise les relations à la fois communautaires, ethniques et politiques.

Ceux qui, dans la nuit du 20 au 21 octobre 1993, ont porté les armes contre le Palais présidentiel ont cherché à nier le verdict populaire du 1er juin 1993 qui avait porté au pouvoir Son Excellence Melchior Ndadaye, avec 65% des suffrages et ce dès le premier tour.

La même envie de mettre fin à l'expérience démocratique burundaise a été la base de l'assassinat des deux présidents de l'Assemblée nationale, une institution que le Peuple burundais, mû par sa volonté et sa recherche de changement, avait voulu FRODEBU à 80%.

Le même constat vaut pour l'assassinat du Ministre de l'Administration du territoire et du Développement communal ainsi que celui de l'Administrateur général de la Documentation et des Migrations dont l'intervention dans la gestion d'un pays est d'une extrême importance.

Bref, l'opération était dirigée contre les institutions suprêmes et décisives de l'Etat ainsi que le Parti SAHWANYA-FRODEBU, que les auteurs du putsch ont cherché à décapiter non seulement à Bujumbura mais aussi dans le pays profond, que ce soit dans les provinces, les communes et sur les collines de recensement. *Tout fait croire en effet aujourd'hui à un plan savamment élaboré pour mettre fin définitivement et de manière irréversible à l'expérience démocratique burundaise qui, en donnant la parole au peuple burundais, menaçait pas mal de privilèges enracinés de façon sectaire, dans tous les milieux : politiques, économiques, sociaux et militaires, depuis une trentaine d'années.*

Depuis l'éclatement de la crise, beaucoup d'encre et de salive ont coulé sur cette nouvelle tragédie - une de plus - qu'endure le peuple burundais. Malheureusement, au lieu de tirer les leçons nécessaires pour marcher dans la voie de l'unité et de la démocratie, la tendance est aujourd'hui chez certains de céder aux sentiments rétrogrades ou revanchards, avec des virages dangereux vers un ethnisme ou autres sectarismes vulgaires, et peut-être suicidaires.

C'est ainsi qu'àux yeux d'une certaine opinion, la crise d'octobre 1993 n'aurait fait que révéler à l'opinion nationale et internationale la réalité d'un ethnisme caché. Celui-ci s'exprimerait aujourd'hui à travers un *génocide* perpétré par les structures politiques et administratives du parti au pouvoir - le Parti SAHWANYA-FRODEBU - contre les minorités ethniques (les Tutsi) et / ou politiques (l'UPRONA et les autres parts du

Collectif d'opposition). A cette opinion, d'un sectarisme évident, s'oppose une autre, non moins sectaire. Cet autre ne veut voir dans les drames de la crise actuelle que l'expression d'un ethnisme violent maintenu et développé par un amalgame de forces les unes plus extrémistes que les autres qui se recrutent dans la bureaucratie nationale, l'armée, le monde des affaires issues de l'ethnie tutsi, minoritaire. Un ethnisme qui n'épargne rien - y compris la suppression physique - pour sauvegarder ses avantages face à la montée - par le biais de la démocratie - de concurrents (il vaudrait mieux parler de compléments) issus de l'autre ethnie, celle des Hutu majoritaire.

Cette polémique fort perceptible dans les opinions conduit nécessairement à des propositions de solutions biaisées. Quand on n'ose pas parler ouvertement de *partition du territoire*, jugée désormais incontournable par certains, l'on se réfugie dans des notions non moins floues et perverses de nécessaire *protection des minorités ethniques et politiques*. Un signe que l'égoïsme ou le désespoir sont à leur comble et augurent d'un débat fort intéressant et animé sur l'avenir constitutionnel d'un Burundi qui n'aura cessé de se rechercher.

Dans toute cette gymnastique, somme toute périlleuse, de relation des faits tels qu'ils se sont déroulés depuis la terrible nuit du 21 octobre 1993, de leur traitement et de leur analyse et enfin des conclusions politico-institutionnelles (constitutionnelles), le parti SAHWANYA-FRODEBU appelle les Burundais à se recentrer, à présenter et à analyser la situation sur sa véritable face, sans rien occulter, sans rien exagérer et sans rien truquer. C'est pour nous le premier prix à payer pour arriver à une paix véritable, une sécurité et une confiance durables entre les diverses composantes de la Nation burundaise.

Notre vœu le plus cher est de trancher avec le régime du parti unique qui nous a précédés et embrigadés pendant une trentaine d'années quant à la manière dont les crises, à l'image de celle que nous traversons, doivent être réglées. Une de nos premières exigences est la transparence. Voilà pourquoi dès les premières semaines de la crise, nous n'avons hésité aucun instant à permettre - et à demander nous-mêmes - l'envoi au Burundi d'une *Commission internationale d'enquête* en vue d'élucider les tenants et les aboutissants de ce qu'on appelle désormais *la crise d'octobre 1993* et d'en tirer toutes les leçons nécessaires.

Le présent ouvrage est donc une contribution du Parti SAHWANYA-FRODEBU qui, convaincu des bienfaits de la transparence, ne peut en aucun cas tourner le dos à cette histoire que ceux qui nous ont précédés aux commandes de ce pays n'ont fait que refouler. Le peuple burundais a beaucoup souffert de l'amnésie de ses dirigeants face à la réalité criante d'une nation meurtrie par le sectarisme et l'égoïsme des élites qui ont mal caché une sorte de racisme qui les habitait.

Aujourd'hui, l'heure est à l'exorcisation du mal burundais. Nous voulons, pour ce besoin, prendre les devants, indiquer nos thèses et les proposer en confrontation avec d'autres qui, de l'intérieur ou de l'extérieur, se sont déjà exprimées ou vont s'exprimer demain, à ce sujet.

Notre vœu ardent est que le débat qui prend de plus en plus forme sur la question burundaise ne soit pas un débat de plus, nécessaire juste pour le temps d'une *pacification*. Nous souhaitons que ce débat impulse une véritable résurrection d'un Burundi qui ne fait que se mourir depuis une trentaine d'années. Disons que l'ère des pokers verbaux est bel et bien révolue. Nous devons aller de l'avant et poser les véritables questions, en commençant évidemment par nous dire la vérité

1ERE PARTIE :

**PLAIDOYER DU PARTI SAHWANYA-FRODEBU
POUR L'EDIFICATION D'UN VERITABLE ETAT
DE DROIT**

sur les faits que nous vivons, en particulier l'assassinat de S. E. Melchior Ndadaye, premier Président de notre pays élu démocratiquement. Pour sortir de toutes sortes d'atrophies sociales et politiques dictées par les haines et les colères, il est temps que notre pays sorte du carcan de manque de courage à la vérité, de la méfiance devant la vérification - un manque de courage qui culmine dans l'opportunisme et le calcul avisé. La véritable nation ne sera construite que dans le respect intégral de la dignité de l'homme, de tout homme (Hutu, Twa, Tutsi), respect conquis pacifiquement et démocratiquement et non sous le joug d'une quelconque *Pax* ethnique ou régionale.

Cet ouvrage comprend trois parties. La première apporte des éclairages sur le putsch du 21 octobre 1993, ses raisons, ses motivations, ses causes proches et lointaines, ses acteurs et ses enjeux. La seconde livre des faits et témoignages, très souvent rapportés par des témoins oculaires ou des victimes ayant échappé miraculeusement à l'holocauste.

La troisième rassemble, sous forme d'annexes, des discours, des prises de position et même des tracts. Ces divers documents permettent de mieux saisir le drame burundais. A ce propos, les tracts sont d'une richesse incroyable. Alors que certains permettent juste à leurs auteurs d'exprimer des idées dont le milieu et les circonstances ne leur offraient pas l'opportunité, d'autres étalent une telle hargne, une telle haine, un tel mépris et une telle amertume qu'on se dit que les messagers du changement intervenus en juin 1993 devaient mourir. Le crime d'octobre 1993 pue la canaillerie et la crapulerie de ses auteurs pour qu'on s'étonne qu'ils cherchent à le parachever.

Pour ne pas les dénaturer, nous avons laissé les témoignages et les documents dans leur formulation première - parfois pleine d'amertume -, nous contentant de corriger les fautes de style quand cela était nécessaire. Le lecteur pourra ainsi mieux communier avec ces sentiments de blessures et de dépit qui, espérons-le, lui feront mieux comprendre l'urgence qu'il y a à sauver la démocratie au Burundi et à s'engager corps et âme pour cette noble cause.

I. LE FILM DES ÉVÉNEMENTS

Depuis son accession au pouvoir, le Président Ndadaye s'était montré comme un homme fort soucieux de vendre l'image de son pays au monde. Positivement découvert par le monde entier au lendemain de la *réussite* de sa transition démocratique, le Burundi avait désormais un homme qui, aussi bien à l'intérieur qu'à l'extérieur, incarnait un avenir certain pour ce pays. Un véritable homme d'Etat comme le constatait un homme politique occidental.

En ce milieu du mois d'octobre 1993, le Président Ndadaye, qui venait de rentrer d'un long périple aux Etats-Unis d'Amérique, avec un transit en Belgique, n'avait pas hésité à se rendre à l'Ile Maurice où se tenait, du 16 au 18 octobre, le 5ème sommet de la Francophonie.

Le Président Ndadaye n'a pas cédé aux "rumeurs" savamment orchestrées et entretenues à Bujumbura qui laissaient entendre qu'il vivait les derniers jours de son pouvoir. La classe politique, notamment celle au pouvoir, avait été en effet maintenue en état d'alerte pendant des jours et des jours.

Au retour du Président Ndadaye, le 18 octobre, les militants du Parti FRODEBU étaient venus nombreux l'accueillir. A cette occasion, la presse nationale, qui était présente à l'aéroport de Bujumbura, fit remarquer au Président l'absence des parlementaires de l'UPRONA parmi les corps constitués qui étaient tenus d'être présents pour la circonstance. Le Président ne manqua pas de s'en étonner; il ne l'avait pas encore constaté. Mais il s'attarda beaucoup plus à décrire le degré de cohabitation, de complémentarité et de tolérance entre les différentes composantes de la population mauricienne : les Chinois, les Indiens, les Européens, les Africains de souche. Pour le Président Ndadaye, les Burundis pouvaient beaucoup apprendre des Mauriciens. La bonne cohabitation entre ces derniers l'avait beaucoup émerveillé et séduit.

L'interview que le Président Ndadaye donna ce jour-là devait être la dernière et constituer même sa dernière apparition en public.

I.1. Un Conseil des Ministres comme les autres

Les mardi 19 et mercredi 20 octobre 1993, il présida, comme du reste tous les mardis, le traditionnel Conseil des ministres. Au cours de ce Conseil, l'on parla du problème de rapatriement des réfugiés qui préoccupait alors la classe politique y compris dans les milieux de l'opposition. A cette question se greffait évidemment le problème de terres et autres biens perdus par les Burundais qui s'étaient vus obliger de partir en exil au cours de la grave crise de 1972.

Ce 19 octobre 1993, le Président Ndadaye devait préciser davantage sa politique en la matière, exactement dans la suite logique du discours qu'il avait prononcé 5 jours plus tôt à Makamba. Désormais la décision était prise que les réfugiés burundais seraient orientés vers les zones non encore occupées au sud-est du pays. Cette décision, ne par

l'un ou l'autre membre du Gouvernement comme un recul par rapport aux prises de position antérieures et à la politique du parti au pouvoir, suscita beaucoup de discussions somme toute compréhensibles au sein du Gouvernement que d'aucuns reconnaissaient comme d'ouverture. Ce fut donc la principale question que le Conseil des ministres étudia ce jour-là.

Le Président Ndadaye aborda également, en divers, son voyage à l'Ile Maurice, au 5^{ème} sommet de la Francophonie. Il insista particulièrement sur la rencontre que le Président français François Mitterrand eut avec ses pairs du Burundi, du Congo, du Rwanda et du Zaïre. La question zaïroise devait ravir la vedette de cette réunion où, visiblement, le Président français avait décidé de mettre le Maréchal Mobutu devant ses responsabilités, en présence de ses pairs des pays voisins. La position très conciliante du Président Ndadaye permit d'éviter de longues discussions entre les présidents français et zaïrois.

Nous tenons à rappeler cet épisode parce qu'une certaine opinion burundaise, sans doute confondue par l'échec du coup de force insensé mais combien nocif et pernicieux pour l'avenir du Burundi, a cherché à accréditer la thèse d'un coup d'Etat préventif contre un président Ndadaye qui aurait conclu des accords louches avec les présidents François Mitterrand et Juvénal Habyarimana.

Aussi faut-il infirmer les désinformations diffusées ici et là, selon lesquelles il aurait été question d'un éventuel coup d'Etat au cours de ce Conseil des ministres. Rien n'a été dit à ce propos ni dans la séance ordinaire du 19 octobre, ni dans celle extraordinaire du lendemain, le 20 octobre.

Néanmoins, il semble qu'une information à ce sujet a circulé entre certains services de la présidence, le Ministre de la défense nationale et l'Etat-major de l'armée.

En effet, vers 15 heures, le commandant du 2^e Bataillon Commando, qui abritait la garde présidentielle, avait téléphoné au Directeur de cabinet du Président de la République. Il voulait le mettre au courant des remous observés au sein des hommes du 1^{er} Bataillon des parachutistes et du 11^e Bataillon Blindé, qui indiquaient qu'il y avait des signes précurseurs d'un éventuel coup de force. A la question de savoir quelles mesures étaient envisagées ou avaient été déjà prises pour arrêter la conjuration, le major Nibizi avait laissé entendre qu'il allait renforcer ses postes d'observations ainsi que la garde du palais tant au niveau des hommes que du matériel.

Aussitôt après cette entrevue, le Directeur de cabinet a téléphoné au Chef d'Etat-major de l'armée, le lieutenant-colonel Jean Bikomagu, à qui il a fait part de l'information. Ce dernier a donné l'impression de banaliser tout ce qui se disait sur le coup de force en perspective. Ainsi, a-t-il tenu à dire au Directeur de cabinet du Président de la République qu'un tel coup mené par les hommes du 1^{er} Bataillon des parachutistes paraissait improbable pour la simple raison qu'il venait de constater lui-même que la situation était normale dans cette unité et qu'au-delà, la troupe, diminuée de 75% de ses effectifs (50% seraient alors en congé et 25% en mission de protection / garde d'endroits stratégiques) ne pouvait en aucun cas être opérationnelle pour une action du genre. Quand le Directeur de cabinet du Président de la République a insisté pour qu'au moins les éléments du Bataillon des parachutistes qui assuraient la garde des lieux et installations stratégiques (Radio, Télécommunications, REGIDESO) soient relayés par des bérets verts (hommes du 2^e Bataillon commando), en guise de prévention, le

lieutenant-colonel Bikomagu laissa entendre que sur ce point les bérets rouges étaient plus efficaces que les verts. Il était alors 18 heures.

Le Directeur de cabinet a attendu la fin du Conseil des ministres pour faire part au Chef de l'Etat de la rumeur du putsch qui persistait. Mais entre-temps, il était entré en contact avec l'Administrateur général de la Documentation et des Migrations, M. Richard Ndikumwami. Ce dernier était en pourparlers avec une délégation des Services de renseignement rwandais, dirigée par le colonel Rutayisire. Le Chef des services burundais de documentation était visiblement au courant de la rumeur qu'il prenait aussi au sérieux.

A la fin du Conseil des ministres, le Président Ndadaye fut approché par le Ministre de la Communication et Porte-parole du Gouvernement, M. Jean-Marie Ngendahayo, avec lequel il parla d'un dossier relatif à la mise en place d'une unité (militaire) véritablement rompue aux techniques de la protection des personnalités et institutions politiques.

C'est à ce moment que le Président de la République a demandé au Ministre Jean-Marie Ngendahayo d'entrer en contact avec le Ministre de la Défense nationale. Ce dernier était alors en conversation avec le Conseiller principal du Président de la République chargé des questions politiques et diplomatiques, M. Antoine Ntamobwa. Celui-ci s'entretenait avec le Ministre de la Défense nationale au sujet de la rumeur du coup d'Etat qu'il avait apprise par l'intermédiaire du Chef d'Etat-major de la gendarmerie, le lieutenant-colonel Epitace Bayaganakandi. Au moment où le Ministre de la Communication et Porte-parole du Gouvernement entrait dans le Bureau du Conseiller Ntamobwa, le colonel Charles Ntakije tentait d'entrer en contact téléphonique avec l'Etat-major de l'armée et de la gendarmerie pour en savoir davantage sur la réalité de ce putsch en perspective.

Une fois dans le cabinet du Président de la République - il devait être autour de 21 heures - le Ministre de la défense nationale se vit poser la question sur l'éventualité de ce coup d'Etat dont il était question depuis le milieu de la journée.

Le lieutenant-colonel Charles Ntakije répondit au Président de la République qu'il était au courant de cette affaire et que des dispositions avaient été prises pour contre les putschistes au cas où ils passeraient à l'action. Dans l'entendement du Ministre de la Défense nationale, il semblerait que l'option prise était d'attendre les putschistes au niveau du pont Muha et les attaquer par là dès qu'ils tenteraient de rejoindre le Palais présidentiel.

Le Président Ndadaye a ensuite posé une question sur le lieutenant-colonel Sylvestre Ningaba, l'ancien directeur de cabinet du Président Buyoya et homme-clé de la tentative du coup de force du 3 juillet 1993, incarcéré alors à la prison de Rumonge. Le Président de la République proposait au Ministre de la Défense nationale de déplacer ce prisonnier dangereux en vue de le garder à l'oeil pour qu'éventuellement il ne contribue pas à envenimer la situation. Le Ministre de la défense nationale n'a pas adhéré à cette thèse du Président de la République. Il a proposé plutôt d'envoyer à Rumonge des éléments de gendarmerie supplémentaires pour renforcer la garde de la prison. Cela-t-il été fait ? L'on ne sait ! Tout ce qui a été constaté est que le lieutenant-colonel Sylvestre Ningaba a été une fois de plus un élément clé du coup de force du 21 octobre 1993.

I.2. Le déclenchement du putsch et la chasse à l'homme

Le Président Melchior Ndadaye rentre donc chez lui rassuré que rien ne se produira tant il a confiance dans les propos de son Ministre de la Défense et de ses services de sécurité.

Mme Laurence Ndadaye, son épouse, l'attend. Il est près de 21h30', quand le Président arrive au Palais. Son épouse lui demande, comme à l'accoutumée, si la journée s'est bien passée.

Vers 22h30 le couple présidentiel va dormir, juste après le repas. A peine s'est-il installé au lit qu'un premier coup de téléphone retentit. Il s'agit de Mgr Alfred Ndurimpa qui appelle de Bruxelles pour s'enquérir de la réalité d'une rumeur qui circule en Europe sur l'éventualité d'un coup d'Etat au cours de cette nuit-là. Le Président Ndadaye a déjà beaucoup entendu parler de rumeurs de coup d'Etat. Lui et son épouse n'en font donc pas grand cas et se remettent tout de suite au lit. Mais pour un temps vraiment court car à 01h30 de ce jeudi 21 octobre 1993, le lieutenant-colonel Charles Ntakije appelle au Palais. Encore une fois Madame répondit puis met rapidement son mari en contact avec le Ministre de la Défense nationale. Ce dernier lui annonce rapidement que les militaires du 22ème Bataillon blindé épaulés par ceux du 1er Bataillon des parachutistes passent à l'action et s'apprêtent à attaquer le Palais du 1er novembre. Le lieutenant-colonel Charles Ntakije conseille vivement au Président de la République de chercher à quitter le Palais : celui-ci est la première cible des militaires mutins. Il faut noter qu'une trentaine de minutes auparavant le Directeur de cabinet du Président de la République, M. Frédéric Ndayegamiye, avait téléphoné au Président et lui avait recommandé de chercher de sortir rapidement du Palais.

Dès ce moment, M. Melchior Ndadaye comprend que ce qu'il avait pris jusque-là pour une simple rumeur devient réalité. Il comprend également que les mesures dissuasives et défensives dont avait parlé le major Nibizi, Commandant du 2ème Bataillon Commando, à son Directeur de cabinet, Frédéric Ndayegamiye, et celles évoquées par le Ministre de la défense nationale, n'ont pas été concrétisées ou se révèlent inopérantes.

Il semble en effet que les militaires putschistes déjà au courant de l'embuscade qui pouvait leur être tendue au niveau du camp Muha (qui les a mis au parfum ?) ont changé d'itinéraire et emprunté la RN4 (Bujumbura-Rumonge) pour se rendre de leurs bases au Palais présidentiel.

Ayant appris tout cela, le Président Ndadaye, s'habille (il met pour la première fois son gilet pare-balles) et sort du Palais. Pendant ce temps, son épouse commence à contacter les ministres du Gouvernement. Le premier à être appelé est M. Sylvestre Ntibantunganya, Ministre des relations extérieures et de la coopération.

Il est 02h00 quand Mme Laurence Ndadaye appelle le Ministre Sylvestre Ntibantunganya. Au bout du fil, le Ministre répond, visiblement tiré d'un sommeil profond. "Soyez sur vos gardes", lui lance l'épouse du Chef de l'Etat, qui précise que des militaires du 22ème Bataillon blindé envahissent le Palais. La même information est communiquée à M. Cyprien Ntaryamira, Ministre de l'agriculture, et à M. Richard Ndikumwami, Administrateur général de la documentation et des migrations.

Pour sa part, M. Sylvestre Ntibantunganya téléphone rapidement chez les Ministres Léonard Nyangoma et Jean-Marie Ngendahayo. A ce dernier, il recommande particulièrement de vérifier si les installations de la Radio-Télévision Nationale du

Burundi sont toujours dans de bonnes mains. Au même moment, M. Déo Ngendahayo, le grand-frère du Ministre de la communication et Porte-parole du Gouvernement, Jean-Marie Ngendahayo, a le réflexe de passer chez le Ministre Nyangoma pour le tirer de là et le mettre à l'abri. Pour sa part, M. Sylvestre Ntibantunganya décide de quitter chez lui après avoir parlé avec l'Administrateur général de la documentation et cherché en vain à atteindre le Président de l'Assemblée nationale, M. Pontien Karibwami, dont le Palais était attaqué dès 2h30' du matin, pratiquement quelques minutes après l'attaque du Palais présidentiel.

Au cours de cette nuit sont alors arrêtées les personnalités suivantes : l'Honorable Pontien Karibwami, Président de l'Assemblée nationale, l'Honorable Gilles Bimazubute, Vice-Président de l'Assemblée nationale, M. Juvénal Ndayikeza, Ministre de l'administration du territoire et du développement communal et M. Richard Ndikumwami, Administrateur général de la documentation et des migrations. Ces quatre personnalités ont probablement été exécutées au cours de la même nuit, vers l'aube. Car, l'Officier d'ordonnance du Président de la République, le capitaine Cishahayo, qui avait été dépêché chez le Ministre de l'administration du territoire pour le tirer des griffes des tueurs - mais il arriva trop tard - a remarqué parmi les personnes qu'amenaient les militaires putschistes, M. Richard Ndikumwami. Ce dernier avait déjà été sérieusement torturé chez lui, en présence de sa femme et de ses enfants. A ce moment précis, il était allongé sur le châssis du véhicule militaire qui l'emportait. Il vivait alors ses dernières minutes.

Pour leur part, les ministres Léonard Nyangoma, Sylvestre Ntibantunganya et Jean-Marie Ngendahayo parviennent à échapper aux putschistes. M. Ntibantunganya, résidant au Q7 à Ngagara, a vite fait de quitter sa maison pour se rendre au quartier Kamenge tout proche, où il se met à l'abri pendant 3 jours. Quant à Messieurs Nyangoma et Ngendahayo, ils se cachent toute la nuit chez un voisin, au quartier Kabondo, qu'ils quittent le matin vers 8 heures, afin de se rendre au quartier Kamenge où ils rêvent d'organiser la résistance. Arrivés au niveau du Rond-Point de Kigob, ils tombent sur un barrage de militaires qui les arrêtent, leur scrutent les visages et, ne les reconnaissant pas, leur ordonnent de rebrousser chemin. Ils s'installent ensuite quelque part au Quartier Industriel, d'où ils sortiront pour aller chercher refuge à l'Ambassade de France.

En fait MM. Jean-Marie Ngendahayo, Déo Ngendahayo (grand-frère de ce dernier) et Léonard Nyangoma qui, toute la nuit avaient été en contact avec le Ministre de la défense nationale et le Chef d'Etat-major de l'armée décident de quitter la résidence où il s'étaient cachés dès la nouvelle de l'arrestation du Président Ndadaye. Il était alors 8h00 environ.

I.3. Le calvaire du couple présidentiel

A la suite du téléphone du Ministre de la Défense nationale au Président de la République, celui-ci est sorti du Palais afin de se mettre à l'abri. Mais il était pratiquement impossible de sortir de cette enceinte déjà encerclée par les militaires mutins. Ces derniers étaient si nombreux qu'il était même impossible de trouver une brèche à travers laquelle pouvait s'organiser la fuite du Président. On essaya même de le faire passer par dessus le mur, mais en vain. On se résolut alors à le déguiser en militaire portant une tenue identique à celle des hommes de sa garde.

Vers 7h00, Mme Ndadaye qui venait de passer toute la nuit dans l'angoisse, les bombardements (une dizaine d'obus étant tombés sur le Palais présidentiel) est déçue.

par des militaires qui l'amènent ensuite, avec ses enfants et un des domestiques, vers une auto blindée. Ils y parviennent en rampant.

Quand ils sont introduits dans le véhicule blindé, ils constatent que le Président de la République est à bord de ce véhicule. Ce fut un peu de soulagement pour l'épouse du Président de la République qui, dès l'attaque du Palais, était restée sans nouvelles de son mari. Une fois à bord, il est décidé que le véhicule soit conduit du côté du Camp Muha. Arrivés là, ils y trouvent le Commandant du 3ème Bataillon Commando, le major Nibizi, et d'autres militaires de haut rang en attente. On pouvait croire qu'une fois dans l'unité qui abritait sa garde, le Président de la République était à l'abri. Mais il n'en fut pas ainsi.

Arrivé au Camp Muha, le Président de la République est confronté à une situation que d'aucuns pourraient considérer comme une trahison. Alors que les militaires du Camp Muha se tenaient tranquilles, sans aucun signe d'agressivité, une horde de militaires du 1er Bataillon des parachutistes arrivent, encerclent le véhicule blindé à bord duquel se trouve le Président de la République et exigent qu'il en sorte. A ce moment, le Chef d'Etat major de l'armée, le lieutenant-colonel Jean Bikomagu, est sur les lieux.

Les militaires mutins menacent de faire sauter le véhicule si le Président n'en sort pas. Devant leurs menaces, Nibizi finit par céder et ouvre la porte du véhicule. Quand le Président de la République en sort, il veut s'adresser à la troupe. Celle-ci refuse de l'écouter en poussant un bruit infernal que seul le lieutenant-colonel Jean Bikomagu parvient à arrêter. C'est alors que le Président Ndadaye s'adresse à la troupe en ces termes : *"Je suis un homme de négociation, un homme de paix. Posez vos problèmes et on va en discuter. Mais de grâce ne versez pas le sang. Songez à votre pays, songez aux vôtres, songez à l'avenir de ce pays"*. Au même moment, le lieutenant-colonel Jean Bikomagu lance à ses hommes : *"Le voilà, je vous l'amène, faites-en ce que vous voulez"*.

Mme Ndadaye, ses enfants et leur bonne, ainsi qu'un domestique qui était avec eux, sont conduits vers l'Ambassade de France. Au départ, il y a hésitation entre l'Ambassade de Belgique et celle de France. Mais c'est finalement cette dernière qui est choisie, manifestement par le lieutenant-colonel Jean Bikomagu : c'est lui en tout cas qui donne ordre à ses hommes d'y amener Mme Ndadaye à bord d'une jeep militaire et sous escorte d'un soldat du 1er Bataillon des parachutistes.

Depuis lors, Mme Ndadaye n'aura plus de nouvelles de son mari. Les bribes d'information qu'elle reçoit à ce sujet lui sont transmises par l'Ambassadeur de France qui l'a accueillie à sa résidence et qui suit évidemment, heure par heure, l'évolution de la situation.

En fait, alors que Mme Ndadaye et ses enfants sont conduits à l'Ambassade de France, le Président de la République est, quant à lui, enlevé du Camp Muha (3ème Bataillon Commando) pour être amené dans celui du 1er Bataillon des Parachutistes. Il est alors entre 7h30 et 8h00. Dans ce camp, un officier se montre actif et visiblement écouté par les bérets rouges. Il s'agit du lieutenant Kamana qui, d'après nos renseignements, a supervisé l'exécution du Président Ndadaye. Ce qui est certain c'est que le Président Ndadaye n'a pas eu le temps de discuter avec ses bourreaux qui paraissaient tous enragés et n'entendaient en aucun cas le laisser parler. Le Président Ndadaye est assassiné entre 9h30 et 10h00 du matin.

Ce n'est que le samedi 23 octobre 1993 que Mme Ndadaye apprendra pour la première fois la nouvelle de l'assassinat de son époux, de la bouche de Mgr Bernard Bududira, président de la Conférence des évêques du Burundi, venu la trouver à la Résidence de l'Ambassadeur de France. Par ailleurs, la mort du Président Ndadaye ne fut jamais annoncée officiellement par les putschistes, visiblement surpris par la réaction farouche de la population contre leur forfait et la condamnation unanime de la communauté internationale.

A ce stade, on peut se demander si le lieutenant-colonel Bikomagu était de bonne ou de mauvaise foi lorsqu'il faisait comprendre que le Président ne courrait aucun danger ? Seule la justice pourra apprécier.

Les honorables Pontien Karibwami, Gilles Bimazubute, Juvénal Ndayikeza et Richard Ndikumwami sont assassinés dans le courant de la nuit. Leurs corps ont été enterrés quelque part dans la plaine de l'Imbo, probablement du côté de Rukoko pour effacer toute trace.

Quant au Président Ndadaye, il est d'abord enterré dans les enceintes mêmes du Bataillon des Parachutistes. Mais plus tard l'intervention de la Croix-Rouge contraint les militaires putschistes à révéler où sont enterrés ces victimes qui seront déterrés pour être ensuite ensevelis dans le cimetière de Nyabaranda (Ruziba ?). Voilà donc comment en quelques heures toute la direction supérieure du pays est décapitée.

1.4. Le supplice des familles des responsables politiques

1.4.1 La traque des hauts responsables

Le 21 octobre matin, les habitants de la capitale qui ont entendu le canon tonner se précipitent sur leurs transistors pour chercher à être informés sur ce qui se passe. Radio Bujumbura n'émet pas. Les rebelles l'ont neutralisée et ne parviennent pas visiblement à diffuser quoi que ce soit. Les Burundi se rendent ainsi compte qu'un coup d'Etat est en cours.

En même temps, des militaires ont été déployés un peu partout dans la ville quand ils n'ont pas la mission de partir à la chasse des responsables du FRODEBU sur lesquels ils ne sont pas parvenus à mettre la main au cours de la nuit.

Plus particulièrement, ils s'acharnent à chercher MM. Sylvestre Ntibantunganya et Léonard Nyangoma. Ce dernier est parti avec son épouse. Dès qu'ils le constatent, les putschistes sont convaincus que l'homme leur a échappé définitivement. M. Ntibantunganya est parti seul, laissant la famille : son épouse et ses trois enfants, dont le dernier-né qui n'a que 4 mois. Au cours de la nuit fatale, un détachement des putschistes (deux camions et une automitrailleuse blindée) est dépêché pour arrêter le Ministre des relations extérieures et de la coopération. Le trouvant déjà parti, ils s'acharnent sur son épouse qu'ils embarquent brutalement à deux reprises. Ne parvenant pas à s'entendre sur le sort à lui réserver, ils la lâchent. Dans le même temps ils se déchaînent sur certains symboles du pouvoir qu'ils cherchent à abattre. Ainsi décrochent-ils, écrasent et broient, tels des fous enragés, le portrait du Président Ndadaye et une affiche de la campagne électorale. Enragés, ils sont effectivement. Car en plus des violences contre les personnes qu'ils trouvent chez le Ministre, ils détruisent tout ce qui est à leur portée. Ainsi ils trouent à la baïonnette et cassent également à coups de bottes, une armoire incorporée dans le mur du salon. Ils trouent également le faux plafond sous le prétexte de débusquer M. Ntibantunganya. Sans

oublier que ces mutins voyous ont vidé tout le stock de boissons se trouvant chez le Ministre où ils volent également une somme de sept cents mille francs (FBu 700.000) retirée de la Banque Populaire au courant de la journée.

Cette même nuit, les militaires brutalisent également le petit frère de Ntibantunganya et profèrent des menaces à son endroit. Ils le terrorisent en lui disant que s'il ne révèle pas où est caché son grand-frère c'est lui qui va occuper la tombe qui lui est préparée ! Quant aux deux agents de la Police de la sécurité publique qui assurent la garde de la résidence du Ministre cette nuit, ils sont aussi sérieusement passés à tabac pour avoir laissé échapper M. Ntibantunganya. Ils sont désarmés et mis sous haute surveillance.

Pendant ce temps, le Ministre de l'Agriculture, M. Cyprien Ntaryamira, appelle sans cesse son collègue de la défense, le lieutenant-colonel Ntakije, qui promet d'envoyer un renfort en vue de sauver la situation. Ledit renfort n'est jamais venu et la nuit est passée dans le cauchemar.

Dès 6 heures du matin, des militaires sont envoyés arrêter les deux Vice-Premiers Ministres, MM. Bernard Ciza et Melchior Ntahobama. Ils sont amenés eux aussi au Bataillon des parachutistes où ils sont internés. Subissent le même sort le Chef du Protocole d'Etat, Jean-Marie Nduwabike, qui est arrêté à partir de son domicile, et Jean-Marie Sindayigaya qui, bravant tous les dangers, se rend d'abord chez Richard Ndikumwami puis chez M. Ntibantunganya pour s'enquérir de leur situation. Le premier est déjà mort tandis que le deuxième se cache quelque part à Kamenge. C'est chez M. Ntibantunganya que Sindayigaya se fait débusquer par les militaires qui l'arrêtent et l'amènent au Bataillon des parachutistes.

MM. Bernard Ciza, Melchior Ntahobama, Jean-Marie Sindayigaya et un des domestiques de son Excellence le Président Melchior Ndadaye, arrêté au moment où il explorait le mur d'enceinte (au Palais du 1er Novembre) pour trouver une trouée à tur Kinindo. Mais avant d'arriver dans le quartier, il doit traverser un barrage militaire. Quand ces derniers tentent de l'arrêter, leurs collègues leur font signe comme s'il s'agissait de personnes qui allaient être tuées ! On les laisse alors ravers laquelle organiser la fuite du Président, sont libérés au cours de la matinée par des militaires sur qui le Saint-Esprit semble être descendu.

Cet épisode mérite d'être relaté. Le Vice-Premier Ministre Melchior Ntahobama, visiblement fatigué, dort tranquillement sur une planche qu'il a trouvée dans sa "cellule". Son collègue Bernard Ciza se trouve là, inquiet et attendant son sort. Puis subitement un militaire pénètre dans la cellule, leur demande ce qu'ils font là et leur intime l'ordre de le suivre. En sortant, ils rencontrent Jean-Marie Sindayigaya et le domestique du Président Ndadaye. Ils sont embarqués dans un camion puis sortent du camp. Leurs "sauveurs" qu'ils n'identifient pas encore comme tels, leur demandent où se situent leurs résidences. Il s'agit de Kinindo pour Bernard Ciza, Kiriri pour Melchior Ntahobama et Kamenge pour Jean-Marie Sindayigaya.

Le camion met alors le caps passer. Arrivés au quartier Kinindo, les "sauveurs" se rendent compte que la résidence de Bernard Ciza est encerclée par des militaires. Pour ne pas les exposer au danger ils demandent où ils peuvent les déposer. Le Vice-Premier Ministre Melchior Ntahobama choisit de rester à Kabondo chez un ami étranger alors que Bernard Ciza et Jean-Marie Sindayigaya se rendent à Kamenge. Les voilà donc tirés, par miracle, de la gueule du loup.

Mais à Kamenge, la situation commence déjà à se détériorer. Les militaires putschistes qui quadrillent toutes les rues font signe à la population qu'ils ont déjà exécuté son Excellence le Président Melchior Ndadaye et ses collaborateurs. Ils vont même jusqu'à tirer sur des gens tant à Kamenge qu'à Kinama, les deux grands fiefs du FRODEBU. Les putschistes ont en effet décidé d'user de tous les moyens violents pour empêcher la population d'organiser la résistance contre le coup de force. Mais dès les premières heures, des manifestations se sont organisées spontanément. Elles se poursuivent plus tard en plein coeur de la capitale.

Dans l'après-midi de ce 21.10.1993 les mutins reviennent chez Sylvestre Ntibantunganya pour voir si jamais le redouté ministre ne peut être débusqué. Son épouse, traumatisée des violences de la nuit, s'est rendue chez Dominique Barumpozako, un voisin, qui a accueilli également Cyprien Ntaryamira et son épouse. C'est là que tous ces morts en sursis se retrouvent pour se remonter le moral.

Quand les militaires arrivent de nouveau chez M. Ntibantunganya, ils demandent où se trouve son épouse. Les personnes qu'ils y trouvent leur répondent qu'ils ne savent pas. Fouillant une fois de plus dans la maison, ils trouvent alors un papier, écrit par Mme Ntibantunganya, où elle demande qu'on lui amène les enfants. Forts de cette aubaine les militaires putschistes multiplient les menaces et exigent qu'on les amène rapidement là où elle se trouve. Une domestique craque et les conduit chez M. Barumpozako.

M. Ntaryamira, également recherché, ne doit alors son salut qu'à sa rapidité. Il se lance, telle une flèche, chez un voisin, M. Karuhariwe, où il monte au plafond de la maison. Il est avec M. Barumpozako.

1.4.2 L'exécution de Mmes Ntibantunganya et Barumpozako

Entre-temps, les militaires pénètrent dans la maison de ce dernier, hurlant et demandant qu'on leur montre Mme Ntibantunganya. A peine se montre-t-elle qu'un sergent commence à lui percer la tête avec une baïonnette. Folle de douleur, elle hurle au soldat de lui tirer une balle plutôt que de la torturer de cette façon. L'autre n'hésite pas une seconde. Mme Ntibantunganya a juste le temps de lancer à Mme Ntaryamira : *Uranderera abana* (veille sur mes enfants). En effet, Eusébie Nshimirima est assassinée sous le regard de ses trois enfants, dont le dernier, né le 30 mai 1993, se trouve dans ses bras ! Cet assassinat est parachevé par un élève officier, un sous-lieutenant alors aux études à l'ISCAM.

Une fois ce crime perpétré, les soldats décident de partir à la recherche de M. Ntaryamira, sans reconnaître son épouse qui parvient à les tromper en leur disant qu'elle est là en visite. Poursuivant leur chasse à l'homme, ils passent au peigne fin la maison de M. Barumpozako, pénètrent dans sa chambre à coucher où ils croisent son épouse sur qui ils tirent et la tuent sur le coup. Quand ils arrivent dans la maison de Ntaryamira, furieux de le manquer ils criblent sa maison de balles. Ils continuent à chercher dans le quartier, passent devant la parcelle de M. Karuhariwe où ils voient son épouse, une Tutsi, qui se trouve à l'entrée de la maison. Cette rencontre agréable et rassurante sauve ainsi la vie à M. Ntaryamira.

Après avoir assassiné les deux femmes, les soldats sont pris de remords. "Personne ne nous a donné l'ordre de tuer des femmes", se lancent-ils, en se jetant mutuellement la responsabilité. Mais l'irréparable est déjà commis. Les cadavres et l'innocence des deux femmes jonchant le sol semblent interpellier la conscience de leurs bourreaux.